

SIDI-BEL-ABBÈS

Un jeune, carbonisé dans son atelier de fabrication de salons

Le quartier Sidi-Djilali, tranche 5, de la ville de Sidi-Bel-Abbès a vécu, dans l'après-midi de mardi dernier, un drame lorsqu'un atelier de fabrication de salons marocains a été ravagé par les flammes causant la mort d'une personne, retrouvée carbonisée sur les lieux.

Selon nos sources, un incendie s'est tout à coup déclaré dans un atelier de fabrication de salons marocains, situé au rez-de-chaussée d'une villa. Alertés, les sapeurs-pompiers n'ont pu trouver d'issue pour parvenir sur les lieux du drame. Ils ont dû détruire le mur mitoyen des voisins pour pouvoir y pénétrer.

Entre-temps, les langues de feu ont tout calciné sur leur passage, y compris un jeune âgé de 25 ans, en l'occurrence l'artisan. La victime a été retrouvée carbonisée.

Des dégâts importants ont été enregistrés. Les sapeurs-pompiers ont finalement éteint l'incendie dont les causes restent encore, à ce stade de l'enquête, indéterminées.

A. M.

FRONT SOCIAL

Grèves et sit-in se multiplient à Oran

*Le mois de mai aurait-il eu un effet déclencheur dans le monde du travail à Oran, au point où la multiplication des actions de revendications donne une impression de tension sociale grandissante.*

Peu de secteurs semblent épargnés par les conflits sociaux que ce soit dans les transports, l'éducation, la santé et la production industrielle. Ainsi, le dernier conflit en date et le plus visible est celui qui touche la Société d'exploitation du tramway d'Oran (Setram) où une grève illimitée a été enclenchée depuis le 1<sup>er</sup> mai par une majorité de salariés.

Partis sur des revendications liées aux contrats à durée indéterminée mais à temps partiel que la Direction

voulait faire signer aux agents de sécurité placés le long de la ligne, le conflit a glissé vers d'autres points d'achoppement comme le paiement des heures supplémentaires et les conditions de travail. Depuis 48 heures, l'impasse de ce conflit, qui se traduit par de fortes perturbations du tram, a poussé les grévistes à observer un sit-in de protestation à Alger devant le siège de la DG de la Setram, avec, en sus, la demande du départ du directeur d'Oran. Autre sec-

teur ayant été marqué là aussi par des rassemblements, celui de l'industrie pétrolière et pétrochimique, avec un sit-in des agents des services de quart de Sonatrach, relevant de plusieurs complexes de la zone industrielle d'Arzew. Là aussi la montée au créneau des ouvriers est liée aux conditions de travail très pénibles et une discrimination salariale, selon les protestataires. Il y a un peu plus de 48 heures, d'autres ouvriers algériens, employés dans le complexe algéro-égyptien d'urée (Sorfert) à Arzew, ont à leur tour exigé des réponses rapides à leurs revendications d'ordre salarial (révision de la grille des salaires, primes et indemnités diverses).

L'importance stratégique de ce complexe fait que depuis ce mardi, un début de négociation et de dialogue social a été entamé. En plus de ces mouvements de protestations qui ont pour points communs des revendications d'ordre salarial, qui perdurent sans réponses depuis des années parfois, il y a lieu de rappeler les autres actions décidées à l'échelle nationale et suivies localement par les adhérents des syndicats concernés. Nous pouvons citer dans ce cadre les secteurs concernés : l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur, et sans oublier les blocus récurrents des campus par des étudiants en colère.

Fayçal M.

MASCARA

Les habitants du douar Ouled El Khamsa ferment la RN 91

*Comme à l'accoutumée, on attend que des citoyens fassent des contestations, sortent dans la rue et ferment les routes pour aller vers eux.*

Dans la matinée d'hier, les habitants du douar Ouled El Khamsa, commune de Tighennif, dans la wilaya de Mascara, ont exprimé leur ras-le-bol en fermant la RN 91 à 3 km de Tighennif et les automobilistes sont contraints de faire un détour.

Sur les lieux, l'inspecteur général, le chef de daïra de Tighennif et le P/APC, se sont déplacés et ont discuté avec les citoyens qui en gros sur le cœur et parlent à tue-tête. Ils demandent un peu

plus d'égard car, nous disent-ils, «nos revendications sont restées lettre morte. Vers la fin février, nous dit l'un d'eux, une réunion a eu lieu avec les représentants de l'administration mais nous n'avons eu droit qu'à des promesses non tenues, et notre protestation d'aujourd'hui est notre ultime recours».

Dans cette bourgade de 12 000 habitants, les revendications principales sont la réalisation d'un réseau d'assainissement et l'arrivée du gaz naturel. Comment peut-on engager des travaux de réfection de route alors que le réseau d'assainissement n'est pas encore réalisé, s'interroge un habitant. L'insuffisance du transport scolaire et du

transport en général sont également cités. Côté cadre de vie, un citoyen nous emmène vers le CEM et nous montre une benne à ordures à côté du stade et en face des cuisines de l'établissement scolaire, jusqu'où parviennent les odeurs nauséabondes, continue-t-il. L'environnement du CEM est infecte.

Vers midi, l'inspecteur général prend acte, une nouvelle fois, des revendications et suite aux engagements faits à la population, tout ce monde se disperse dans le calme et on enlève les obstacles tels les troncs d'arbres. La circulation sera rétablie après que la route eut été libérée.

M. Meddeber

COUR DE JUSTICE DE NAÂMA

Journée d'étude sur la presse et la juridiction

Sous le haut patronage du ministre de la Justice, garde des Sceaux, la cour de justice de Naâma (nouvellement créée), a organisé lundi dernier, une journée d'étude sur la presse et la juridiction, et ce, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse et d'expression. Cinq conférences-débat ont été maintenues durant cette journée qui a été ouverte par une brève allocution du président de la cour de justice, M<sup>re</sup> Hadj Benchérif. Plusieurs journalistes et correspondants de presse, ainsi que le corps juridique, ont pris part à cette journée d'étude qui a été marquée par des spécialistes dans les affaires juridiques (hommes de droit et de la presse), qui ont débattu plusieurs volets consacrés à la liberté de la presse et d'expression, et au droit d'informer le citoyen.

D'autres responsabilités générales ont été également abordées dans la foulée, par les intervenants et dans les débats, notamment sur l'exercice du journaliste qui ne doit pas tout dire, en particulier en ce qui concerne les affaires sécuritaires de l'Etat, la divulgation d'enquête en cours d'instruction, la déformation des faits et des documents, le mensonge, ainsi que les accusations sans preuves, loin du vrai métier du journalisme et loin des règles de l'éthique et de la déontologie.

La première intervention a été faite par M<sup>re</sup> Laid Amer, président du tribunal de Naâma, qui a fait un exposé sur «la liberté d'expression vue par la justice».

La deuxième conférence, a été présentée par le D<sup>r</sup> Mahi-Eddine Mohamedi, du centre universitaire de Naâma, sur le thème «les investigations et l'enquête». Quant au P<sup>r</sup> Kamel Amrani, maître-assistant au centre universitaire de Naâma, il a fait son exposé sur «le crime de la diffamation vu par loi».

Le président de la cour de Mécheria, M<sup>re</sup> Boudjemaâ Bétchime est intervenu sur la divulgation du secret lors des audiences, alors que la dernière intervention a été consacrée aux relations entre la cellule de communication de la justice et la presse, un exposé fait par M<sup>re</sup> A. Kader Karoudare, président-adjoint de la cour de Naâma.

En conclusion, le devoir du journaliste en âme et conscience : «Le journaliste est à la fois l'œil et l'oreille du public qui réclame son droit à l'information, à la bonne information. Plus qu'un témoin alors, on ne lui pardonnera pas d'exhiber une vérité appréhendée en un certain lieu, à une certaine heure, mais toute la vérité. C'est là que réside toute la difficulté, comme l'avait laissé entrevoir Léon Blum (homme d'Etat français 1872-1950), revenu de la déportation et s'adressant à ses confrères en ces termes : "La règle d'or de ce métier n'est pas de ne dire que la vérité, ce qui est simple, mais de dire toute la vérité, ce qui est bien plus difficile"».

B. Henine

EN PRÉVISION DES EXAMENS SCOLAIRES  
DE FIN D'ANNÉE

La DSP de Aïn-Témouchent préfère la prévention

*Partant du principe de prévenir avant de guérir, la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Aïn-Témouchent et en prévision des examens de fin d'année scolaire 2014-2015 veut prendre les devants avant toute intoxication ou maladie quelconque.*

Les services d'épidémiologie de la Direction de la santé et de la population (DSP) ont entamé une tournée d'inspection des cantines scolaires et autres réfectoires dans les établissements qui serviront de centres d'examen où des déjeuners et repas seront distribués aux candidats.

Ainsi,et selon un responsable au niveau de la DSP,

lors de la première inspection effectuée au mois de mars dernier, il a été constaté un manque en matière d'entretien et d'hygiène sanitaire dans certains établissements scolaires qui sont appelés à accueillir des candidats aux différents examens.

La source ajoute que la DSP a relevé trois catégories d'établissements dont

deux ont été destinataires d'une liste de réserves techniques. Ces réserves ont été expédiées aux maires pour les écoles primaires et à la Direction de l'éducation pour les collèges et autres lycées ou technicums.

En matière de couverture sanitaire ,elle est assurée à 100%. Toutes les dispositions et précautions nécessaires sont prises en considération pour réaliser l'objectif assigné.

Ainsi, une équipe composée de médecins et agents paramédicaux sera affectée au niveau de

chaque centre d'examen et veillera à sa mission jusqu'à la fin des épreuves. Quant à la couverture psychologique, celle-ci sera assurée à 85% en fonction des ressources humaines en possession à la Direction de la santé et de la population, a ajouté notre source. Il est à souligner que la Direction de la santé et de la population entreprendra dans les prochains jours, une autre inspection des établissements ciblés et constatera de visu, l'exécution ou non des réserves signalées précédemment.

S. B.

40 sages-femmes honorées à Béni-Saf

A l'occasion de la Journée internationale des sages-femmes qui coïncide avec le 7 mai de chaque année, l'entreprise hospitalière de Béni-saf a abrité une journée d'étude sous le thème du «Suivi de la femme enceinte jusqu'à son accouchement».

Les participants à cette journée d'étude ont mis en évidence l'importance du suivi de la femme enceinte par les sages-femmes des premiers mois jusqu'à son accouchement en vue de parer à toute complication pouvant survenir à tout moment.

D'autres intervenants ont soulevé la problématique de l'état de santé du nouveau-né et les modalités de prise en charge de la femme enceinte.

En marge de cette journée d'étude, quarante sages-femmes ont été honorées par les responsables du secteur, eu égard aux efforts consentis tout au long de l'année pour la santé de la femme et l'enfant.

Accident mortel à Hammam Bou-Hadjar

Un grave accident de circulation a eu lieu mardi matin, à la sortie de la cité des Thermes Hammam Bou Hadjar en direction de Aïn-Témouchent et qui a coûté la vie à une septuagénaire.

Selon les informations recueillies, l'accident est survenu près du cimetière de la ville sur la route nationale n°108 reliant HBH à Aïn-Témouchent quand le chauffeur d'une voiture de marque Renault Symbol voulait dépasser une autre. Cependant, il s'est trouvé nez à nez avec un autre véhicule de marque Berlingo venant en sens inverse. Le choc était si violent que tous les occupants de la Symbol étaient blessés et une femme âgée de 70 ans a trouvé la mort. Les blessés ont été évacués aux urgences médicales de l'hôpital de la ville. Une enquête a été ouverte par les éléments de la Gendarmerie nationale en vue de déterminer les causes de cet accident.

S. B.